

C. SVOLOPOULOS

ELEUTHÈRE VÉNIZÈLOS  
ET LES DILEMMES DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA GRÈCE  
LORS DE LA CRISE BALKANIQUE DE 1908

Aux débuts de la deuxième décennie de notre siècle, les Etats balkaniques allaient former le front commun contre la Porte, rêvé de longue date par leurs nationaux asservis au joug ottoman. Une base essentielle de cette coalition fut certainement l'entente entre la Grèce et la Bulgarie. Du côté grec, la politique du rapprochement entre les deux pays voisins vivement opposés quelques années auparavant, inspirée et incarnée par Eleuthère Vénizèlos, dépendait largement de la nouvelle conjoncture qui avait émané des événements de l'année 1908. La décision du premier ministre grec de trancher la voie de l'entente gréco-bulgare a été dessinée dès les débuts de l'année 1910, peu avant son arrivée au pouvoir-fin 1910<sup>1</sup>; toutefois, l'analyse des données qui l'ont dictée doit nous ramener deux années en arrière, au moment où la crise balkanique qui suivit la révolution des Jeunes Turcs était en pleine évolution. Membre du comité exécutif de la Crète autonome, prédestiné déjà à un rôle national, Vénizèlos soutenait à ce moment-là certaines thèses qui nous permettent de nous approcher sa conception stratégique dans le contexte de laquelle la décision du rapprochement gréco-bulgare a été progressivement élaborée.

Les événements de l'année 1908 sont bien connus: À la suite de la prise du pouvoir par les Jeunes-Turcs, le prince Ferdinand proclama à Tirnovo l'indépendance de la Bulgarie et prit le titre de "roi des Bulgares"; deux jours plus tard, le 7 octobre, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Empire austro-hongrois fut officiellement proclamée. Le dilemme qui en résultait déjà pour la Grèce était de savoir si elle devait rechercher une compensation analogue en Crète, ou au long de ses frontières du nord; et, plus généralement, si l'hellénisme avait à tirer profit d'un éventuel démembrement de l'Empire Ottoman, ou devait plutôt se contenter, après la prise du pouvoir par les Jeunes Turcs, d'une politique plus modérée à l'égard de la Porte. Le gouvernement d'Athènes

1. Lady Crogan, *The Life of J. D. Bouchier*, Londres, 1925, p. 136; voir aussi, C. Svolopoulos, «Ο Βενιζέλος, ό Μπάουτσερ και ή ιδέα της Βαλκανικής Συμμαχίας (1894-1913) (Vénizèlos, Bouchier et l'idée de l'Alliance Balkanique)», *Τό Βήμα*, 2-4 juin 1975.

n'a pas beaucoup hésité avant d'encourager les Crétois à proclamer l'union de l'île avec le royaume libre; mais, en même temps, il essayait de faire preuve de bonne volonté à l'égard du nouveau régime des Jeunes Turcs dans l'espoir de prôner la voie de l'émancipation politique et sociale de ses nationaux vivant à l'intérieur de l'Empire Ottoman.

Elevthère Vénizèlos, un des cinq membres du comité qui avait assumé la charge de gouverner la Crète au nom du roi de Grèce, n'avait rien à objecter à l'attitude prise par le gouvernement d'Athènes. Sa position était très claire: "Je crois que la ligne politique tracée par le gouvernement du royaume libre fut et reste la mieux adaptée aux circonstances actuelles; et c'est en grande partie, grâce à cette ligne que la question crétoise a beaucoup de chances de trouver une solution heureuse. Le gouvernement aurait commis une erreur capitale si, pour contrebalancer les conséquences du coup d'état bulgare, il demandait l'extension des frontières helléniques vers le nord"<sup>2</sup>.

Certes, les raisons que le leader crétois évoquait pour soutenir sa thèse ne tenait pas seulement à son attachement, bien naturel, à la cause crétoise. À son avis, la solution de la question de l'île, suspendue depuis presque un siècle, avait déjà la priorité sur la question de la Macédoine dans la conscience non seulement de l'opinion publique grecque mais aussi de la société internationale; l'évolution même du régime de l'île, avec le consentement des Grandes Puissances, vers l'autonomie complète confirmait le bien-fondé de cette thèse<sup>3</sup>. De l'autre côté, toujours selon Vénizèlos, la revendication d'une partie de la Macédoine n'aurait pas dans les circonstances de l'époque beaucoup de chances d'être couronnée de succès; elle "aurait abouti à un échec incontestable, non seulement parce que la résistance de la Turquie aurait été invincible, mais aussi puisque aucune des Grandes Puissances n'aurait soutenu de semblables revendications. Par ailleurs, cette politique de notre part contribuerait à rendre la Porte plus sensible devant toute revendication bulgare, afin de pouvoir, sans crainte, se tourner contre nous"<sup>4</sup>.

Si on voulait, à partir de ces constatations de Vénizèlos, en grande partie conformes avec le point de vue d'Athènes, tirer une première leçon, on arriverait à souligner l'état de faiblesse dans laquelle la politique extérieure du royaume libre se trouvait sans pouvoir arriver à ses fins. Conditionnée par

2. *Musée Benaki. Archives d'Elevthère Vénizèlos* [A.V.], 173/264, E. Vénizèlos à A. Miaoulis, 12 octobre 1908.

3. Sur les orientations diplomatiques de Vénizèlos avant 1908, voir C. Svolopoulos, *Ὁ Ἐλευθέριος Βενιζέλος καὶ ἡ πολιτικὴ κρίσις εἰς τὴν αὐτόνομον Κρήτην, 1901-1906* (E. Vénizèlos et la crise politique en Crète autonome), Athènes, 1974.

4. A.V. 173/264, E. Vénizèlos à A. Miaoulis, 12 octobre 1908.

des faiblesses inhérentes à une position géopolitique et une situation économique peu susceptible de favoriser la mise en application d'une politique indépendante, chargée—au surplus—du poids des buts irrédentistes, la diplomatie hellénique n'arrivait pas, le plus souvent, à mettre à sa disposition les moyens propres à répondre à ses buts stratégiques ou tactiques. Sa faiblesse dans le domaine militaire, résultant de la condition politique et économique du pays, entraînait dans le cercle vicieux qui ne permettait pas au pays d'assurer dans l'échiquier balkanique un rôle à la mesure de sa mission nationale. En effet, les Grandes Puissances ne pouvaient que constater le fait que la Bulgarie avait à dresser une armée bien équipée et organisée, de 300.000 hommes, à une époque où la Grèce ne pouvait mettre sur pied que le cinquième de cet effectif! Et la Porte, de son côté, aurait hésité à risquer une guerre contre les bulgares et, en tout cas, aurait préféré affronter tout défi de la part de la Grèce. "J'espère que tout le monde en Grèce libre a conscience de la position d'infériorité où nous nous trouvons face aux Bulgares—remarquait Vénizèlos. Nous devons espérer que cette prise de conscience apportera aussi rapidement que possible un tel éveil de l'opinion publique en Grèce et un tel désarroi que soit rendu possible un changement de l'état actuel des choses chez nous: sinon nous sommes irrévocablement condamnés à une déroute nationale"<sup>5</sup>.

La conscience de l'insuffisance des moyens dont la Grèce disposait pour mettre sur pied sa politique ambitieuse, était inextricablement liée à certaines considérations qui touchent au deuxième volet du dilemme auquel les dirigeants et l'opinion publique grecque faisaient face au lendemain de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie et de l'érection de la Bulgarie en royaume indépendant: l'hellénisme aurait intérêt à viser à un démembrement de l'Empire Ottoman, ou, plutôt, à miser sur l'introduction de vastes réformes à l'intérieur de celui-ci selon la promesse avancée par les Jeunes Turcs au pouvoir? Vénizèlos, pour sa part, n'hésitait pas beaucoup à opter pour la deuxième voie: La Grèce a besoin d'une longue période de paix afin de pouvoir appliquer un programme de réformes intérieures et prendre les mesures propres à accélérer la préparation de ses forces militaires et navales; d'autre part, le programme annoncé par les dirigeants du mouvement des Jeunes-Turcs offrait déjà, à ses yeux, une alternative tout à fait positive pour l'hellénisme. Dans un article, rédigé par lui-même et publié dans son propre journal "Kirix" (Héraud) de Canée, le leader crétois soulignait:

"L'hellénisme, aussitôt après le changement de régime survenu en juillet, a pressenti que le succès du mouvement jeune-turc allait sauver du démembre-

ment et de la catastrophe non seulement l'Etat turc, mais aussi l'hellénisme. Désormais, n'ayant jamais été une puissance de conquête mais au contraire de civilisation, l'hellénisme s'est convaincu de ce que la consolidation du régime constitutionnel en Turquie constituait, sous une autre forme, plus restreinte, mais toutefois complètement admise par la conscience nationale, une réalisation de la Grande Idée; puisque la partie de l'hellénisme qui vit en Turquie est de loin la plus importante, pouvait ainsi, dans le cadre d'un Etat constitutionnel garantissant la jouissance de la liberté, accomplir sa mission civilisatrice, tout en assurant l'avantage qu'il ne faut pas méconnaître de la sécurité extérieure, que la régénération du vaste Empire Ottoman pourrait lui garantir"<sup>6</sup>.

Si on examinait cette thèse de Vénizèlos dans le contexte des attitudes et des tendances qui se faisaient jour à l'échelle plus large des Balkans, on aboutirait à juste raison à la conclusion que la ligne politique du leader crétois s'oppose à celle du premier ministre de Grèce deux ou trois années plus tard. A vrai dire, les buts stratégiques de la Grèce, d'une part, et de la Bulgarie, de l'autre, ne pouvaient pas encore converger, comme ce fut le cas à la veille des guerres Balkaniques. Vénizèlos n'hésitait pas à faire ressortir, dans son journal "Kirix", les différentes orientations des deux Etats voisins: "Si la Bulgarie arrivait à annexer les parties de la Macédoine et de la Thrace sur lesquelles elle a des visées, elle pourrait rester indifférente quant au sort du reste de l'Empire Ottoman, sur lequel ne vivent pas de populations semblables aux siennes. Par ailleurs, l'hellénisme a pleine conscience du fait que, tandis que ses intérêts nationaux sont très bien servis par la régénération de la Turquie et son érection en Etat constitutionnel capable de garantir la liberté et l'égalité à toutes les nationalités qui vivent en son sein, le démembrement de l'Empire Ottoman, s'il se faisait même dans des conditions pas trop défavorables pour l'hellénisme, constituerait une catastrophe nationale; puisque ce démembrement serait, du même coup, celui du corps même de l'hellénisme"<sup>7</sup>.

Toutefois, malgré la distance apparente qui sépare les stratégies dressées des deux côtés, grec et bulgare, on ne saurait finalement méconnaître le fait que la politique de rapprochement entre les deux Etats voisins menée par Vénizèlos après son arrivée au pouvoir, fin 1910, constitua la conséquence logique de sa ligne énoncée en 1908-1909. La mise en application de cette dernière, en effet, avait été conditionnée par la perspective d'une "régénération" de l'Empire Ottoman de manière à permettre aux races qui y vivaient de jouer un rôle déterminant dans les affaires publiques sous les garanties

6. *Kīrovξ*, 20 janvier 1909.

7. *Kīrovξ*, 31 décembre 1908.

de liberté et d'égalité. Le recours final de l'équipe dirigeante du mouvement des Jeunes-Turcs à des procédés autoritaires, inspirés d'un nationalisme chauvin, sapa à la base toute possibilité d'avancer dans une telle voie. Vénizèlos avait, d'ailleurs, de bonne heure, prescrit la solution de rechange dans le cas où ses espoirs allaient être détruits. "Notre attitude, soulignait-il à un journaliste étranger en 1909, sera conditionnée à celle de la Turquie. Va-t-elle saisir ses véritables intérêts? Si les Jeunes-Turcs insistent dans un nationalisme désastreux pour leur pays, s'ils continuent à nous poursuivre, nous maltraiter, l'accord entre les grecs et les peuples slaves s'avérera nécessaire. Quant à moi, je n'ai aucune rancune contre les Serbes et les Bulgares. Je suis prêt, devant le danger, commun à nous tous, à leur tendre la main"<sup>8</sup>.

Ainsi, lorsqu'en 1910, l'homme politique crétois formait à Athènes son premier gouvernement, il liait son effort de redressement national à la perspective de rapprochement avec les peuples voisins du nord, en premier lieu avec les Bulgares. Depuis lors, ses efforts en vue d'accélérer la préparation du pays sur le plan militaire, se combinèrent avec une activité accrue sur le plan diplomatique qui aboutit à l'entente gréco-bulgare de 1912.

8. *Ἐλευθερίου Βενιζέλου Πολιτικά Ἐποθῆμαι* (Textes politiques d'E. Vénizèlos), publiés par S. Stephanou, II, Athènes, 1969, p. 8.